Meeting "Leurs guerres, nos morts" : Ouf !

Le drapeau ensanglanté de la République française brandi comme un emblème de la lutte contre la barbarie par toute la classe politique unie : du front national au front de gauche, tous ont voté “l'état d'urgence”, dont on nous prépare déjà à ce qu'il devienne permanent.

Alors ouf ! Des voix s'élèvent... et s'unissent. Le NPA a décidé d'ouvrir son meeting du mardi 24 novembre à des organisations qui comme lui s'opposent à l'État d'urgence et à la guerre : Lutte Ouvrière, Alternative libertaire et Voie Prolétarienne ont répondu présent à l'appel. Ce meeting est pour nous un exemple de front anticapitaliste, tel que nous l'avons défendu au congrès du NPA.

Une migrante originaire d'Ethiopie s'est exprimée sur son arrivée à Calais, sur les terribles conditions de survie dans la "jungle", sur le gazage et la répression quotidienne de la police et les attaques des fascistes, allant jusqu'au tabassage et au viol...

Un syndicaliste d'Air France est revenu sur la fameuse chemise déchirée, la situation du secteur aérien, les perspectives de lutte.

Un camarade du Conseil Démocratique Kurde de France a parlé du combat progressiste des Kurdes du Rojava, en première ligne contre Daesh... et sans réel soutien des puissances occidentales, malgré tous les discours.

La militante de LO a rappelé que la guerre n'avait pas commencé le 14 novembre, qu'elle était menée depuis des années par les impérialistes et qu'elle avait produit les

Daesh, Talibans et autres “barbares”. Le militant kurde a dit combien l'État français était complice de la Turquie qui ouvre grand ses frontières aux djihadistes mais les ferment aux kurdes qui luttent pour leur survie et leur indépendance. Tout le monde a rappelé combien l'horreur des attentats du 13 novembre permettait de se souvenir du quotidien de nombreux pays où les armes françaises, quand ce n'est pas directement son armée, tuent chaque jour des centaines et des centaines de civils.

La solidarité est aussi allée aux premières cibles de l'État d'urgence : les 58 manifestant-e-s de dimanche, qui ont commis le délit de dire leur soutien aux réfugié--s, bravant l'état d'urgence.

Une caisse de solidarité a circulé pour soutenir les postièr-e-s de Neuilly, qui refusent la trève sociale et se battent pour défendre leurs conditions de travail.

Et toutes et tous de dire et redire que notre ennemi, c'est le capitalisme, ses patrons, son État, ses guerres. Que nous n'avons aucun combat commun avec ceux-là même qui nous répriment au quotidien. Ce meeting a d'ailleurs été l'occasion d'anoncer la publiquement la prise de position du NPA qui appelle à voter pour les listes de Lutte Ouvrière au premier tour des élections régionnales.

Christine Poupin, porte-parole du NPA, est revenue sur les enjeux de la mobilisaiton climat, contre la mascarade de la COP 21. Car cette mobilisation là aussi est interdite : quelle aubaine pour Hollande qui peut faire taire toute contestation dans le pays avec le meilleur alibi qui soit... et avec la complicité de son opposition “de gauche”.

Olivier Besancenot a rappelé qu'une clause de déchéance de nationalité, il n'y en avait pas eu dans la loi depuis Pétain. 6 députés, et même pas du Front de Gauche, ont dit non... 6 sur 577 !

Alors heureusement ce meeting a eu lieu et ouvre une brèche : de l'air, de l'air ! Espérons qu'il s'agissait là du prélude à une mobilisation plus large. Le communiqué de la CGT, qui ne condamne certes pas l'état d'urgence, mais s'oppose à la guerre et à la trève sociale est un point d'appui important. La résistance quotidienne des travailleurs et des travailleuses sera la meilleure arme contre leur politique criminelle et répressive.

Dès ce week-end, continuons à nous mobiliser :

Dimanche 29 novembre, manifestation à midi place de la République à Paris pour le climat

Pauline Mériot, le 24 novembre 2015